

NIAMEY, Niger, 18 septembre (Infosplusgabon) - L'opposition nigérienne a boycotté, lundi, la réunion du Conseil national de dialogue politique (CNDP), instance de concertation entre opposition et majorité présidentielle, estimant que la rencontre devra «examiner tous les aspects de la démocratie mise à mal» et non jeter les bases de la mise en place d'une Commission électorale consensuelle telle que prévue dans le nouveau Code électoral, comme le souhaite la partie gouvernementale.

La rencontre présidée par le Premier ministre, Brigi Rafini vise, entre autres, à créer un climat de sérénité et d'apaisement dans le pays. Mais l'invite a tout simplement été déclinée par l'opposition politique qui a préféré poser des préalables avant toute participation.

Cette réunion restreinte, avec deux délégations (majorité et opposition) composée de cinq membres chacune, avait pourtant, dans un premier temps, été acceptée par l'opposition politique après avoir posé la condition de la présence à la rencontre des Grands témoins, notamment l'Association islamique et celle des Chefs traditionnels.

Mais c'est contre toute attente que dans une lettre adressée, dimanche, au Premier ministre, président du CNDP, le chef de file de l'opposition politique lui faisait part de son regret de ne pas pouvoir prendre part à cette rencontre, «qui paraît être un CNDP déguisé».

Pour le chef de file de l'opposition, «le dialogue inclusif s'entend de la participation des forces politiques et sociales à travers leurs représentants à une rencontre devant examiner tous les aspects de la démocratie mise à mal».

Or, a rappelé le Premier ministre, le CNDP est avant tout un cadre politique qui traite des questions politiques. Il engage uniquement un «dialogue inter et intra partis politiques». Aussi, il s'est dit « très fortement surpris» du boycott décidé par l'opposition politique de cette instance consultative originelle du Niger, qui se tient toujours à la veille de l'ouverture de la session parlementaire pour former un consensus autour des questions d'intérêt national.

La rencontre de ce matin devrait jeter les bases de la mise en place d'une CENI consensuelle telle qu'elle est prévue dans le nouveau Code électoral. «Il ne devrait pas y avoir de conditions préalables pour nous entendre», a déclaré le Premier ministre, Brigi Rafini, soulignant que, s'agissant des questions politiques, «il n'est pas question d'autres assises en dehors du CNDP».

Aussi, a-t-il lancé un appel «au sens de responsabilité» des acteurs de l'opposition politique pour qu'ils se ressaisissent, car «les réformes actuellement engagées l'ont été à la demande de tous». Il s'agit avant tout de sauvegarder la dynamique inclusive du CNDP. Pour cela, «nous sommes ouverts au dialogue et notre main reste toujours tendue, a réitéré le Premier ministre et président du CNDP.

FIN/INFOSPLUSGABON/KLP/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon